



**Comité de la politique rurale de la
Fédération canadienne de l'agriculture
Consultation prébudgétaire 2017
Août 2016**

**21, rue Florence
Ottawa (Ontario)
K2P 0W6
613-236-3633**

Résumé :

La Fédération canadienne de l'agriculture est une organisation-cadre qui représente plus de 200 000 familles d'agriculteurs répandues à travers le Canada. Ces familles d'agriculteurs exploitent de petites entreprises et travaillent fort au profit de l'ensemble de la population canadienne en contribuant considérablement à l'économie du Canada, en fournissant des aliments sains et abordables et en assurant la protection et la préservation de l'environnement. Le mandat de la FCA est de défendre les intérêts des producteurs canadiens dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire et de veiller au développement continu d'une industrie agricole et agroalimentaire viable et dynamique au Canada.

Comité de la politique rurale de la FCA :

Le Comité de la politique rurale de la FCA, composé de producteurs et d'employés provenant de membres de la FCA de partout au Canada, a pour mandat d'agir comme tribune et de tenir un dialogue approfondi au sujet de diverses questions entourant la politique rurale. Le Comité s'affaire à trouver des solutions stratégiques pour maintenir la viabilité et la vitalité des collectivités rurales à travers le Canada.

Budget fédéral de 2017 : Assurer un Canada dynamique et durable

L'agriculture constitue l'épine dorsale des collectivités rurales du Canada, et ses apports et contributions sont essentiels à l'avenir de tous les Canadiens. Au-delà des avantages directs liés à l'économie, la salubrité et la sécurité alimentaires, la santé et l'environnement, le secteur a un rôle crucial à jouer dans le maintien de collectivités rurales prospères au Canada. On trouve un emploi sur huit dans ce secteur, qui emploie 2,3 millions de Canadiens, dont plus de 275 000 travaillent directement en agriculture primaire. En 2014, l'industrie agroalimentaire canadienne a contribué 108,1 milliards de dollars au PIB (6,6 %) et a également exporté des produits d'une valeur de 51,5 milliards de dollars, ce qui signifie que le Canada est le cinquième plus gros exportateur de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde.

Les contributions des agriculteurs à d'autres entreprises rurales montrent comment leur valeur sous-tend une grande partie de l'économie rurale. En 2014, à elles seules, les fermes canadiennes ont dépensé 5,1 milliards de dollars en salaires, 4,9 milliards de dollars pour les engrais et 2,8 milliards de dollars pour le carburant, avec des dépenses d'exploitation agricoles nettes totalisant plus de 50 milliards de dollars. Ces dépenses sont effectuées dans les collectivités partout au Canada et les fermes engendrent tout un éventail d'industries secondaires et font tourner l'économie dans ces collectivités.

Le Comité de la politique rurale de la FCA a formulé les recommandations suivantes pour aider les collectivités rurales du Canada à prospérer et à réaliser leur potentiel latent comme moteur résilient de la croissance économique du Canada :

- 1)** Élaboration d'une stratégie d'infrastructure numérique pour les régions rurales du Canada, en partenariat avec des acteurs ruraux et agricoles, établissant des objectifs clairs et une vision assurant un accès abordable aux services pour les Canadiens dans ces régions.
- 2)** Définition de l'accès Internet à large bande comme un service essentiel et établissement d'objectifs plus ambitieux pour les services Internet à haut débit de base aux côtés d'un mécanisme de financement stable pour le déploiement de services à large bande dans les régions rurales.
- 3)** Prise de mesures en réponse aux pénuries de main-d'œuvre chroniques et critiques dans le secteur canadien de l'agriculture, qui limitent la croissance et la productivité dans les collectivités rurales, en réduisant la complexité des programmes qui font partie de Programme des travailleurs étrangers temporaires.

De façon plus générale, il est impératif que les collectivités rurales reçoivent une part plus adéquate du financement dans le contexte de la deuxième phase du plan d'amélioration des infrastructures du gouvernement fédéral. Les collectivités rurales au Canada ont besoin de fonds alloués spécialement pour l'amélioration des routes, ponts, systèmes de distribution de l'eau et autres services publics afin d'assurer leur revitalisation et celle des industries que l'on y trouve.

Habilitation des collectivités rurales — Moteurs de croissance économique au Canada

1) Accès Internet à haut débit : Positionnement de l'agriculture canadienne comme un moteur économique durable dans les régions rurales du Canada

L'agriculture canadienne s'est avérée un secteur de croissance résilient, alors que 98 % des exploitations agricoles au Canada continuent d'appartenir à des familles. Cependant, l'agriculture au XXI^e siècle est devenue un secteur sophistiqué, axé sur l'innovation et basé sur la technologie qui doit anticiper d'une façon croissante les exigences changeantes parmi les consommateurs au Canada et à l'étranger et s'adapter à cette évolution.

Pourquoi est-ce important? Cette croissance continue permet aux producteurs canadiens de produire plus avec moins de ressources, tout en générant des gains économiques considérables pour l'économie canadienne, gains qui profitent aux Canadiens, tant dans les zones rurales qu'urbaines. En mettant l'accent sur des pratiques durables, on réduit les impacts environnementaux tout en favorisant dans un même temps la croissance et la compétitivité à l'échelle internationale. Le Canada continue de jouer un rôle prépondérant dans la promotion de pratiques agricoles durables et est réputé dans le monde pour ses méthodes de production de produits agricoles et agroalimentaires sûrs et de haute qualité.

En tant que pays doté d'un vaste capital naturel et résolu à utiliser des pratiques agricoles viables, l'industrie est bien placée pour se développer et pour répondre à la hausse de la demande intérieure et mondiale de nourriture. Alors que la population mondiale est censée dépasser 9 milliards en 2050 et que la classe moyenne est en plein essor dans les économies émergentes, il s'agit d'une occasion que le Canada ne peut se permettre de laisser passer. Pour saisir cette opportunité, le secteur agricole canadien doit collaborer avec ses partenaires dans la chaîne de valeur et avec les gouvernements à tous les niveaux, et stimuler l'innovation pour produire plus de nourriture de façon durable.

Si l'on examine l'histoire récente des innovations dans l'agriculture et d'autres secteurs, les gains de productivité sur les fermes sont inégalés et sont le résultat de nombreux facteurs : la mécanisation, la biotechnologie et, plus récemment, l'agriculture de précision et les systèmes reposant sur les données. *L'agriculture de précision* est une approche de gestion des activités agricoles axée sur les données qui permet le ciblage des intrants, la réduction des déchets et l'amélioration des pratiques de gestion. En vertu de cette approche, les agriculteurs utilisent des pratiques plus innovatrices et écologiques; or, l'adoption généralisée de ces pratiques nécessite une augmentation spectaculaire de la connectivité à Internet.

Dans un même temps, les innovations au chapitre de la commercialisation, de la production et de la recherche sur les produits créent des occasions pour les producteurs de vendre leurs produits sur les marchés nationaux et mondiaux par le biais de technologies en ligne, tandis que les services gouvernementaux en ligne continuent eux aussi d'évoluer. L'accès Internet à large bande représente également un important aspect du mode de vie de l'ensemble des Canadiens, particulièrement les jeunes, ce qui est un facteur important pour eux, lorsqu'ils décident où ils souhaitent habiter. Si l'on veut que les régions rurales du Canada continuent d'être un endroit attrayant pour les générations futures, il est essentiel d'y assurer un accès à des services Internet fiables et à haute vitesse. Aujourd'hui, l'accès fiable et à haut débit à Internet est un pilier essentiel d'une industrie canadienne de l'agriculture prospère et de collectivités rurales dynamiques partout au Canada.

Une proportion considérable de producteurs primaires au Canada n'ont toujours pas accès à des services Internet à large bande, et un nombre encore plus important n'y ont pas accès de façon fiable. L'abordabilité de ces services continue de représenter un important obstacle, et il y a un manque de concurrence dans de nombreuses régions rurales du Canada, ce qui entraîne des vitesses insuffisantes de téléchargement en aval et en amont, des services inconstants et un manque d'investissement adéquat dans le déploiement de l'infrastructure Internet à large bande en dehors des centres urbains.

Tandis que la FCA tient à préciser que ses membres appuient l'engagement pris par le gouvernement dans le budget fédéral de 2016 d'investir 500 millions de dollars sur cinq ans pour étendre et améliorer les services à large bande dans les collectivités rurales et éloignées, nous estimons que l'accès Internet à haut débit représente un service essentiel pour tous les Canadiens, et qu'il mérite des investissements plus stratégiques. La viabilité économique, sociale et environnementale des collectivités rurales dépend d'un investissement prévisible et constant dans la mise en place et l'amélioration des services à large bande.

Recommandations de la FCA :

- **Élaborer une stratégie d'infrastructure numérique rurale pour les régions rurales du Canada.** Rassembler les fournisseurs de services de télécommunications, les représentants des collectivités rurales et les intervenants agricoles pour énoncer une vision claire et dresser une stratégie comportant de clairs objectifs pour faire en sorte que l'infrastructure numérique, y compris les services Internet et de téléphone cellulaire, répondent aux besoins de tous les Canadiens dans les régions rurales et contribuent à la viabilité et au dynamisme de ces régions au cours des décennies à venir.
- **Définir un objectif clair consistant à s'assurer que tous les ménages canadiens puissent obtenir des services Internet à large bande de 25 Mo d'ici 2020 (objectif « 25 Mo d'ici 2020 »), sous réserve de mises à jour annuelles de la définition d'accès à large bande « de base ».** Cela garantirait que le Canada demeure concurrentiel par rapport aux objectifs d'accès à large bande des principaux partenaires commerciaux du Canada, tout en établissant une base sur laquelle le CRTC et les fournisseurs de services se fonderaient pour combler l'écart croissant dans la disponibilité des services entre les collectivités rurales et les collectivités urbaines.
- **Créer un nouveau mécanisme de financement, qui complète le Fonds de contribution national et qui vise tout particulièrement à étendre les services existants, plutôt qu'à simplement les maintenir.** Ce mécanisme doit servir à réduire spécifiquement l'écart dans l'accès aux services Internet à large bande entre et dans les régions, y compris l'écart entre les zones urbaines et rurales.

2) L'avenir de la main-d'œuvre dans le secteur agricole et alimentaire au Canada : Tirer parti de la réussite continue de l'agriculture en tant que fournisseur d'emplois dans les régions rurales du Canada

Les membres de la FCA continuent de signaler que les pénuries de main-d'œuvre chroniques et critiques constituent l'un des risques les plus pressants auxquels est confrontée l'agriculture canadienne et comme une contrainte majeure freinant à la fois la croissance et la compétitivité à l'échelle mondiale. L'agriculture est une industrie complexe qui fait face à des défis uniques en matière de main-d'œuvre à cause de l'exode rural, la production saisonnière et le caractère hautement périssable de ses produits.

Le Conseil canadien des ressources humaines en agriculture (CCRHA) a publié récemment des statistiques¹ qui font état des défis croissants que représentent les pénuries de main-d'œuvre pour le secteur de l'agriculture :

- Les pertes agricoles annuelles pour les producteurs canadiens occasionnées par l'incapacité à doter certains postes s'élèvent à 1,5 milliard de dollars ou à 3 % de la valeur totale des ventes et de la production au sein de l'industrie.
- L'agriculture primaire continue d'afficher le taux de postes vacants le plus élevé parmi l'ensemble des industries à 7 %.
- L'écart actuel entre la demande de main-d'œuvre et l'offre sur le marché du travail canadien s'élève à 59 000 travailleurs et, d'après les prévisions, ce manque pourrait s'aggraver et atteindre 114 000 ouvriers d'ici 2025.

Les problèmes de main-d'œuvre représentent aujourd'hui l'une des plus importantes contraintes nuisant à la compétitivité et à la viabilité de l'agriculture canadienne, ce qui a un impact direct sur les régions rurales. On compte plus de 2,3 millions de postes dans l'industrie agroalimentaire au Canada, et à mesure que le nombre des postes vacants augmente et menace la viabilité des opérations, ces autres postes seront davantage menacés.

Alors que les problèmes susmentionnés s'étendent à toute l'industrie, il y a des besoins différents dans chaque sous-secteur. Certaines fermes ont des besoins saisonniers très précis, tandis que d'autres ont besoin de main-d'œuvre durant toute l'année; de plus, les compétences nécessaires varient grandement, allant de la gestion de bétail à la conduite de machinerie lourde sophistiquée.

En réponse à ces défis, l'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire a créé une « chaîne de valeur » dans le but d'élaborer des solutions permanentes pour les secteurs de la production primaire et de la transformation des aliments. Le plan d'action qui en a résulté fournit au gouvernement et à l'industrie une claire feuille de route pour l'avenir, et renferme des mesures à court, moyen et long terme. Le [*Plan d'action canadien sur la main-d'œuvre du secteur agricole et agroalimentaire*](#) comporte deux importants objectifs :

1. Accroître le bassin des travailleurs qualifiés et non qualifiés
2. Améliorer les connaissances et compétences des travailleurs dans l'industrie

Si les producteurs canadiens ne peuvent accéder aux travailleurs qui conviennent, l'industrie est sérieusement limitée dans sa capacité à maintenir sa croissance. Le Canada est particulièrement bien placé pour répondre aux exigences croissantes d'une classe moyenne en expansion dans le monde et d'une population mondiale qui, selon les prévisions, passera à 9 milliards de personnes d'ici 2050. Pour relever ces défis et faire en sorte que le

¹ Conseil canadien des ressources humaines en agriculture - <http://www.cahrc-ccrha.ca/fr/les-emplois-vacants-en-agriculture-co%C3%BBtent-aux-producteurs-15-g-et-se-r%C3%A9percutent-sur-les-foyers-can>. Remarque : Les statistiques ont trait uniquement aux postes dans le secteur de l'agriculture primaire.

secteur puisse continuer à croître et à employer des millions de Canadiens dans les collectivités rurales et urbaines, il faut adapter les programmes d'immigration et d'emploi du Canada et répondre aux besoins uniques de l'agriculture. Les avantages créés par de tels changements conduiront à des collectivités rurales plus fortes et aideront à garantir la sécurité alimentaire des Canadiens et des consommateurs du monde entier.

Recommandations de la FCA :

- **Prendre des mesures en réponse à la nature changeante et aux multiples facettes des pénuries de main-d'œuvre chroniques et critiques dans le secteur de l'agriculture primaire en mettant sur pied un groupe de travail interministériel.** Réunir des responsables de tous les ministères pertinents et des intervenants du domaine agricole pour échanger de l'information et s'attaquer ensemble aux besoins à court, moyen et long terme du secteur.
 - **Collaborer avec les intervenants agricoles afin de passer en revue *la Liste nationale des produits de base* et veiller à ce que tous les secteurs de produits agricoles concernés aient accès aux volets axés sur l'agriculture du Programme des travailleurs étrangers temporaires.** Actuellement, la Liste nationale des produits de base dicte quels producteurs peuvent accéder au Programme des travailleurs agricoles temporaires (PTAT) et aux volets agricoles. Cependant, de nombreuses denrées agricoles continuent d'être exclues de la liste, ce qui signifie que les producteurs exclus doivent présenter des demandes de travailleurs dans le volet de faible rémunération du PTET, ce qui ajoute de la complexité inutile et empêche les producteurs primaires d'accéder aux programmes conçus pour eux.
 - **Maintenir le PTAS pour répondre aux besoins saisonniers et de main-d'œuvre à la ferme,** programme qui a été loué sur la scène internationale comme un moyen efficace de créer une source régulière et fiable de travailleurs saisonniers, qui favorise des relations robustes et mutuellement avantageuses avec les travailleurs et les pays partenaires.
 - **Supprimer la limite de durée cumulée de 48 mois pour les travailleurs agricoles embauchés en dehors du PTAS,** de sorte à fournir à tous les producteurs canadiens un accès à des travailleurs saisonniers lorsqu'ils ont prouvé leur incapacité à recruter des travailleurs canadiens. La limite actuelle fixée pour les séjours au Canada occasionne des coûts excessifs de recyclage pour l'industrie et la déqualification de la main-d'œuvre disponible et fournit à nos concurrents des travailleurs qualifiés qui ont été formés dans des fermes canadiennes.
 - **Collaborer avec la FCA et d'autres intervenants agricoles afin de créer des mécanismes menant à la résidence permanente et qui reconnaissent les compétences particulières requises pour l'exécution des travaux agricoles.** Lorsqu'il est impossible d'embaucher des Canadiens, les travailleurs étrangers représentent également une source vitale de main-d'œuvre pour combler des postes permanents en agriculture et agroalimentaire. Or, actuellement, les programmes de résidence permanente à travers le Canada élèvent des obstacles considérables aux travailleurs jugés « peu qualifiés », et dans de nombreux cas, les excluent purement et simplement, malgré les importantes offres d'emplois dans l'industrie de l'agriculture et en dépit des nombreux travailleurs étrangers intéressés à s'établir de façon permanente dans des collectivités rurales au Canada.
-